



COMITE DE LIAISON DES RETRAITES UNION SNUI-SUD TRESOR- SOLIDAIRES

Communiqué de presse

Le 23 août 2011

Le 6 OCTOBRE, LES RETRAITÉS SONT APPELÉS À DIRE NON A L'AUSTÉRITÉ PROMISE

Dans le cadre de la journée d'action décidée par un appel intersyndical national et signé par la Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique (FGR-FP) dont le Comité de Liaison des Retraités de l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires est membre, nous appelons tous nos adhérents à participer à toutes les actions qui seront mises en œuvre pour exprimer leur refus de tous les discours idéologiques des doctrinaires qui continuent d'affirmer que seules les recettes de l'ultra-libéralisme sont de nature à régler les problèmes de la crise qu'il a engendré.

Par ces actions les retraités doivent apporter la preuve qu'ils refusent toute résignation et toute culpabilisation face à une situation dont ils ne sont pas responsables. Depuis de nombreuses années, tout comme la majorité de la population, ils ont déjà subi les régressions de toutes sortes liées à la baisse du niveau de vie, à la diminution de la prise en charge des frais médicaux, à la dégradation des services publics. L'annonce d'une sévère politique d'austérité est inacceptable.

L'accumulation des richesses pour un petit nombre, les cadeaux fiscaux faits aux plus riches, les aides apportées aux banques tout cela doit être profondément remis en cause pour régler le problème des déficits publics. De plus dans le cadre des difficultés budgétaires il faut toujours rappeler qu'il existe toujours une fraude fiscale représentant plus de 12% du budget de l'Etat et qu'il est donc indispensable de mettre en œuvre une politique véritable de lutte contre cette fraude et contre les paradis fiscaux.

Face à la situation actuelle, les retraités, qui représentent un poids politique important de par leur nombre (plus de 14 Millions – phénomène de société sans précédent) doivent continuer d'affirmer que d'autres choix sont possibles et que dans ce cadre il n'y a rien d'incongru de revendiquer une augmentation généralisée des retraites et notamment avec un effort très sensible pour les petites retraites. Ils doivent aussi exiger que le dossier concernant la dépendance –perte d'autonomie ne soit pas réglé par des solutions au niveau du financement qui ressortiraient une fois de plus des dogmes libéraux. Pour cela le CLR rappelle sa demande d'une prise en charge financière grâce à la création d'une contribution progressive et universelle sur la totalité des revenus y compris ceux du patrimoine (biens immobiliers et capitaux mobiliers) et par une taxation des patrimoines les plus importants (10%des français détiennent 50%du patrimoine total des ménages).

<http://snuisudtresor.fr>